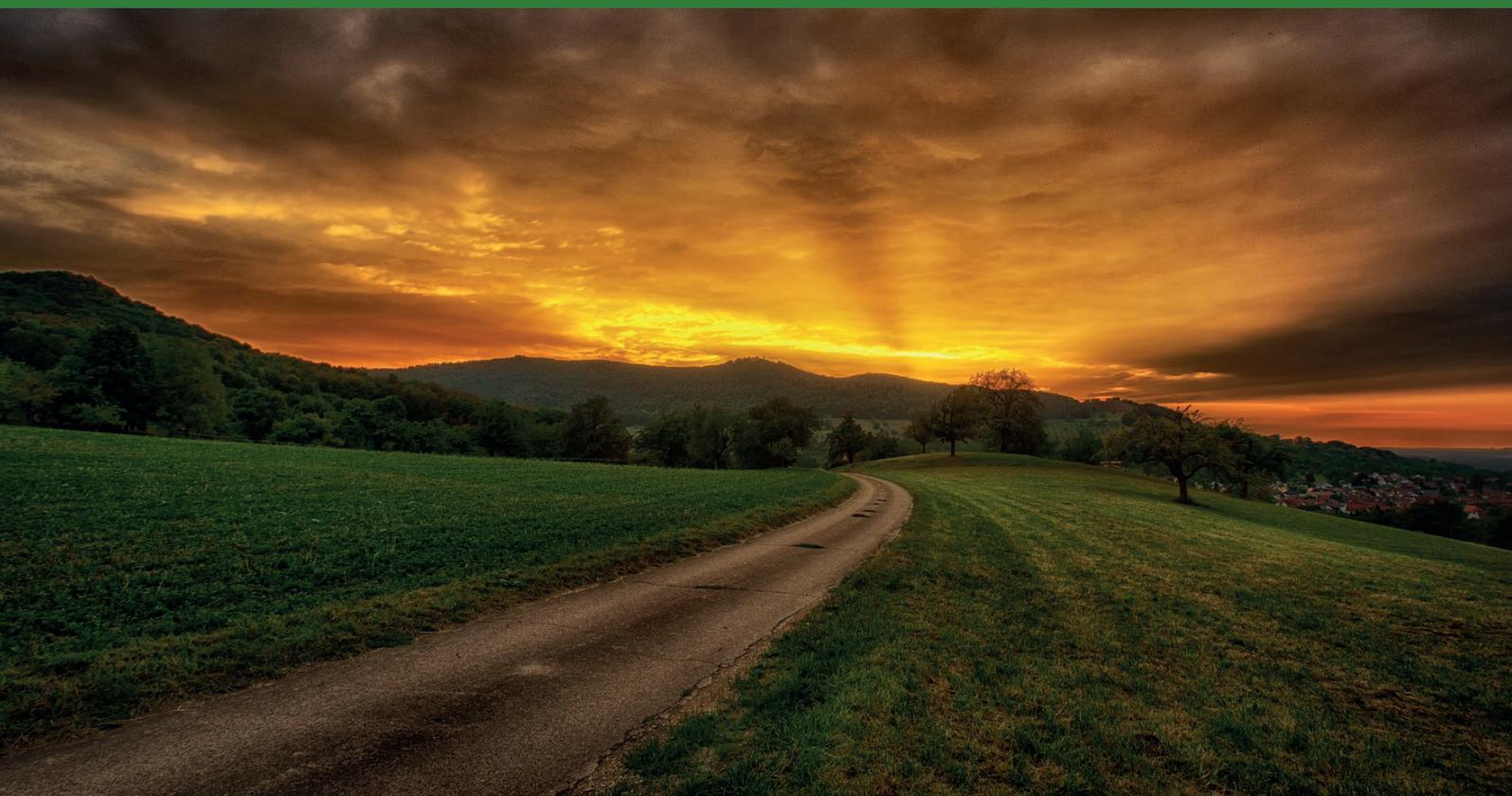


Les paysans, variable d'ajustement de la modernisation de l'agriculture ?



Par André Neveu

L'accroissement de la production agricole a longtemps été une préoccupation majeure des gouvernements du monde entier. Seuls les moyens utilisés ont beaucoup différé, de même que les résultats obtenus. Un point commun tout de même : le peu d'attention porté aux paysans en charge de ce développement. Pire, la violence fut bien souvent la méthode employée par certains gouvernements pour arriver à leurs fins.



Il est vrai que la formulation et la mise en œuvre d'une politique agricole efficace ont suscité beaucoup de tâtonnements et bon nombre d'erreurs, donc d'échecs. Comment en effet mieux nourrir les villes quand les campagnes sont surpeuplées et affamées ? Peut-on faire confiance aux petits paysans, ou doit-on favoriser la création de grandes exploitations ? L'exode rural est-il une fatalité ou un mal nécessaire ?

Toutes ces questions et bien d'autres se sont posées aux gouvernements à la recherche de la formule magique. On va montrer les différentes réponses qui ont été retenues, souvent pour le plus grand malheur des populations paysannes.

1 L'élimination des populations autochtones

Le massacre ou la traque des populations autochtones pour les repousser sur des espaces inhospitaliers, constituent la solution la plus simple pour faire d'un territoire récemment conquis un « pays neuf ». C'est ainsi qu'ont procédé les Etats-Unis pendant plusieurs siècles vis-à-vis des indiens peu nombreux et sans défense. Mais, ils ne furent pas les seuls et d'autres pays ont utilisé les mêmes méthodes.

Il reste alors à faire appel à des émigrants pour exploiter les terres devenues « libres ». Chaque famille reçoit une concession, à charge pour elle de la mettre en valeur. Si la main d'œuvre manque, qu'à cela ne tienne, on importe des esclaves d'Afrique pour travailler dans les nouvelles plantations. Mais même sans recours à l'esclavage, le Canada, l'Argentine, l'Australie ou la Nouvelle Zélande créent eux aussi, et de la même manière, une agriculture prospère. Ces pays sont toujours de grands pays agricoles exportant dans le monde entier.

2 La colonisation met les paysans à la merci du colonisateur

En **Afrique du Nord et du Sud** les éleveurs nomades, mais parfois aussi des agriculteurs sédentaires, sont dès la conquête chassés des terres les plus fertiles, il est vrai souvent sous-exploitées. Des colons venus de la métropole les remplacent et créent une agriculture moderne largement tournée vers l'exportation. Les anciens occupants sont parfois embauchés comme ouvriers agricoles, évidemment

fort mal payés. D'autres restent sans emploi ou cultivent de maigres lopins dans les montagnes ou sur les terres les plus arides.

Après la seconde guerre mondiale, on fait appel à cette population démunie pour aller travailler dans les usines qui cherchent une main d'œuvre courageuse et peu exigeante. Après l'indépendance des pays du Maghreb, les terres des colons sont reprises par les nouveaux gouvernements et attribuées à des ressortissants autochtones. Mais les grandes exploitations ne sont pas partagées.

En Afrique du Sud, c'est seulement après la fin de du régime de l'apartheid qu'un programme de rachat des terres des colons est décidé. Mais en raison du coût financier de ces opérations, le changement de propriétaire prend beaucoup de temps et est aujourd'hui très loin d'être achevé. Très tôt également, un exode rural intense permet l'exploitation à bon compte des nombreuses mines de ce pays.

En **Afrique subsaharienne**, dès le début de la colonisation, les administrateurs organisent un système de travail forcé des populations. Outre la construction de diverses infrastructures, ils obtiennent une production agricole modeste mais quasi-gratuite, bien évidemment destinée à l'exportation vers la métropole. Après la seconde guerre mondiale, des sociétés privées participent au développement de ces productions agricoles, toujours destinées à l'exportation. En revanche, les installations de colons métropolitains sont peu nombreuses. Elles se limitent à l'exploitation des grandes forêts équatoriales ou à leur défrichement afin d'y créer des plantations de palmiers à huile, d'hévéas ou de théiers.



Après l'indépendance en 1960, les nouveaux gouvernements, sans renoncer aux exportations sources appréciables de devises, cherchent à développer également les cultures vivrières comme celle du riz. Car il faut améliorer l'approvisionnement des populations urbaines de plus en plus nombreuses. Evidemment les grandes plantations modernes sont conservées et même développées. Mais on multiplie également les petites plantations de café, cacao ou coton.

Depuis plusieurs décennies, l'excédent de population rurale se dirige vers les villes malgré l'insuffisance des offres de travail. Mais la croissance démographique est telle que les campagnes conservent une population agricole très nombreuse et largement sous employée.

3 L'échec économique et social de la collectivisation

En 1917, les bolcheviques se proposent d'attribuer la terre aux paysans. Sans attendre, ceux-ci s'emparent des grands domaines et se les partagent. Quelques années plus tard, la situation dans les campagnes semble se normaliser. Mais à la fin des années 1920, tout change à nouveau. Car Staline, se méfie de cette paysannerie fort éloignée de l'idéal socialiste et encore plus de ceux qui se sont un peu enrichis (les koulaks). Il décrète donc brutalement la collectivisation forcée de l'ensemble des terres.

A cause des méthodes employées, c'est une opération dramatique, en particulier en Ukraine où elle conduit à une terrible famine et à des déportations massives. De plus, mal gérées, les nouvelles exploitations (les kolkhozes et les sovkhozes) n'obtiennent que des résultats médiocres, bien loin des victoires annoncées. Car une administration tatillonne et incompétente dirige de loin les travaux des champs. De plus, la production d'engrais est insuffisante. La mécanisation s'effectue avec des tracteurs trop lourds qui tassent la terre. Les kolkhoziens manquent d'ardeur au travail, préférant se consacrer à leur lopin individuel plutôt qu'aux terres collectives qui ne leur apportent qu'une rémunération bien maigre.

Mais le but du gouvernement soviétique est aussi d'accélérer l'exode rural indispensable à la réussite de sa politique industrielle car les plans quinquennaux donnent la priorité absolue à l'industrie lourde. Pour cela, il faut accroître le nombre d'ouvriers et où les trouver sinon parmi la population agricole encore nombreuse ?

En Russie et chez ses principaux voisins, la disparition du système collectiviste après 1990 ne s'accompagne pas du tout d'un retour en arrière. Pour la plupart, les grandes unités de production restent en place avec seulement un changement de statut juridique puis leur transformation en entreprises strictement capitalistes entre les mains des oligarques du nouveau régime. La majorité des anciens kolkhoziens est chassée sans ménagement et survit misérablement sur leurs minuscules lopins individuels.

Dans les autres pays socialistes, la collectivisation des terres intervient dans des conditions et avec des résultats similaires à ceux observés en URSS. Si dans les pays d'Europe centrale et orientale, on évite les drames les plus terribles, ce n'est pas le cas en Chine. Le « grand bond en avant » puis le regroupement des paysans dans les communes populaires occasionnent une des pires famines qu'a connue ce pays.

4 Les réformes agraires suscitent espoirs et déceptions

Vingt siècles et 10 000 kilomètres séparent les légionnaires romains et les paysans sans terre du Brésil. Mais les uns et les autres désirent ardemment devenir propriétaires d'un lopin de terre qui leur permettra de vivre de leur travail. C'est cette aspiration millénaire à l'accès à la terre mais aussi les inégalités criantes entre les grands propriétaires et leurs misérables ouvriers agricoles qui sont à l'origine des révoltes agraires des 19^{ème} et 20^{ème} siècle. Elles débutent de manière relativement sereine dans les pays nordiques mais c'est une autre affaire au Sud de l'Europe et en Amérique latine. Car dans

ces pays, d'immenses latifundia sont possédées par des propriétaires absentéistes et peu soucieux d'en améliorer la marche. Ils ne sont pas non plus décidés à se laisser exproprier sans résistance.

D'où la multiplication des révoltes paysannes avec leur cortège d'exactions et de violence.

Bien que soumis à la pression des grands propriétaires, mais craignant l'extension de ces manifestations, les gouvernements finissent parfois par se saisir du problème. Des réformes agraires sont annoncées mais l'opposition des possédants est tenace et ils font tout pour s'y opposer. Les pouvoirs publics temporisent donc le plus longtemps possible avant de prendre une décision. Et bien souvent, ce ne sont que des demi-mesures qui sont finalement adoptées. Alors les expropriations, le partage des terres, l'attribution des lots et l'installation des bénéficiaires sont très lentes. Il est vrai qu'il s'agit d'opérations toujours délicates qui sont aussi coûteuses et dont les résultats sont très incertains.

Le Mexique est sans doute le pays qui, au début des années 1920 réalise la réforme agraire la plus



ambitieuse. Mais d'autres pays d'Amérique du Sud tentent aussi l'expérience, généralement à une échelle plus modeste car l'opposition des propriétaires est partout très forte. On peut citer aussi l'Italie de Mussolini, la Turquie d'Atatürk, l'Egypte de Nasser, l'Iran de la République islamique, l'Inde de Nehru ou encore le Japon après la seconde guerre mondiale.

Au plan économique, les résultats de ces différentes opérations se sont souvent avérés décevants et les accroissements de production espérés se font attendre. Car, outre les multiples freins évoqués ci-dessus, les difficultés sont multiples : superficies des nouvelles exploitations trop réduites, manque de capitaux lors des installations, insuffisance de formation des attributaires, endettement excessif, absence de système d'organisation des débouchés ...

Certains bénéficiaires de la distribution de terres ont tout de même réussi à améliorer leurs conditions de travail et leur revenu. Mais pour beaucoup, que d'espoir déçus après des années de lutte et d'efforts !

En raison de toutes ces difficultés, l'ère des réformes agraires semble aujourd'hui terminée. D'ailleurs, la petite exploitation paysanne n'a plus la cote auprès des gouvernements. Seul le Brésil, où subsistent de vives tensions dans les campagnes, poursuit un modeste programme de distribution de terres. Mais

c'est sans comparaison avec les efforts déployés en faveur des exploitations capitalistes qui constituent des sources de devises appréciées.

Dans tous les cas, on est bien loin de l'idéal d'un monde rural apaisé et égalitaire qu'espéraient créer les promoteurs des réformes agraires.

5 Moderniser l'agriculture sans les paysans

En France, après les terribles famines du 17^{ème} siècle, les gouvernements se préoccupent enfin de mieux nourrir leurs populations en particulier urbaines. Le premier objectif est d'imposer la liberté du commerce des grains, ce qui est déjà compliqué. A la suite du pasteur anglais Malthus, faut-il aussi « conseiller » aux pauvres de faire moins d'enfants ? Mais les pauvres préfèrent migrer vers les villes qui s'industrialisent, ou chercher fortune outre-mer.

Lorsqu'au 19^{ème} siècle les campagnes commencent à se vider de leur excédent de main d'œuvre, l'inquiétude s'empare des hommes politiques et plus encore des gros agriculteurs qui redoutent une augmentation des salaires de leurs ouvriers agricoles. Ils trouvent bientôt la solution en recourant aux travailleurs étrangers pour assurer les travaux les plus pénibles comme le binage des betteraves ou les récoltes.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, la France est encore un pays semi-rural avec un nombre d'exploitations encore élevé. Or la modernisation accélérée de l'outil de production agricole impose la disparition rapide des nombreuses petites exploitations. C'est l'objectif de la politique des structures initiée en 1960.

Pendant toute cette période, les petits paysans n'ont guère eu leur mot à dire. Les dirigeants les considèrent, selon les époques comme trop nombreux ou pas assez nombreux. Mais ce sont aussi des électeurs qu'il faut ménager. On leur fait donc de beaux discours et on ne les brutalise pas trop mais on ne les écoute guère.

En guise de conclusion

Au cours de leur histoire, la plupart des pays ont connu de profonds changements politiques, économiques et sociaux. L'agriculture n'a pas été épargnée par ces changements. Sous prétexte de la rendre plus productive, on a brutalisé ceux qui travaillaient la terre, désorganisé la production et détruit les sociétés villageoises traditionnelles.

Les pays de l'Europe occidentale comme la France ont été relativement préservés car les mesures envisagées à telle ou telle époque n'ont été que partiellement appliquées, parfois abandonnées en chemin avant d'être remplacées par un nouveau train de mesures tout autant inefficaces. Les paysans n'ont donc pas trop souffert de ces politiques agricoles inabouties.

Mais dans bien d'autres pays, les changements imposés au monde rural ont été beaucoup plus rudes. De nombreux paysans ont été contraints d'abandonner leurs petites exploitations et de travailler dans de nouvelles organisations issues des décisions arbitraires d'un pouvoir lointain et mystérieux. Ces

structures furent collectives ou capitalistes, selon les époques et les choix politiques des dirigeants. Il est vrai qu'à l'occasion des réformes agraires, un certain nombre de paysans pauvres et de simples ouvriers agricoles ont aussi pu accéder à la terre, malheureusement trop souvent dans des conditions extrêmement précaires.

Et partout, un grand nombre de paysans et de ruraux durent migrer vers des villes inconnues et leurs grandes industries.

Dans tous ces pays, les étranges chemins qu'a pris la modernisation de l'agriculture a été celle d'une épreuve sans fin pour la grande masse des petits paysans. Car ballotés d'un système à l'autre, leur souffrance a été infinie et leur misère profonde.

Aujourd'hui, la modernisation de l'agriculture nous semble un fait acquis de longue date. Il n'en est rien. Pendant longtemps, les tâtonnements, les erreurs et les échecs furent beaucoup plus nombreux que les succès. On a souvent accusé les paysans d'être réfractaires au changement. Ce n'était pas faux. Mais de leur côté, les responsables politiques ont été souvent ignorants, maladroits, voire cyniques. Ils prétendaient agir sur le monde rural sans se préoccuper de ses aspirations ni de ses besoins. Bien plus, ils étaient animés par des idéologies, des croyances ou de simples convictions qui se sont toujours heurtées à la réalité paysanne.